

Les mythes de la guerre d'Espagne

Entretien avec Pio Moa



Pio Moa en 2021
(Capture d'écran YouTube)

Lectures Françaises : *Pio Moa, vous avez publié en 2003 un ouvrage qui a fait sensation et a bouleversé le champ historiographique : Los mitos de la guerra civil (Les Mythes de la guerre civile), aujourd'hui publié en français sous le titre : Les Mythes de la guerre d'Espagne, 1936-1939¹. Pour le public français, gavé et anesthésié par la culture de gauche dominante, et tout particulièrement à ce sujet, la guerre civile espagnole commence à l'été 1936, avec l'agression perpétrée contre la jeune et vaillante République – et son gouvernement de Front populaire – par une armée avide de pouvoir et de revanche, et complice intéressée des grands possédants. À rebours, peut-on affirmer que le soulèvement de juillet 1936 est essentiellement une réaction de survie face à un processus révolutionnaire et terroriste préexistant, en passe de bolchéviser l'Espagne ?*



P. M. : Le Front populaire était une alliance de partis pro-soviétiques ou « soviétisants » (PCE² et PSOE³), de partis séparatistes et de partis bourgeois sympathisants des premiers. Les partis de gauche et séparatistes ont perdu les élections de novembre 1933. Ils se sont déclarés alors « sur le pied de guerre » et ont déclenché cette guerre en octobre 1934. Une fois défaits, mais pas désarticulés, ils se sont regroupés en 1936 dans le Front populaire, et ont déclaré qu'ils n'admettraient pas une victoire de la droite. Ils ont ensuite falsifié de façon démontrable et démentrée les élections de février⁴. Il y a donc eu après l'insurrection de 1934 un coup d'État électoral en 1936. Ils ont ensuite détruit la légalité républicaine et imposé un régime de terreur, avec quelque 300 morts en cinq mois et des centaines d'incendies et de destructions d'églises, de registres de propriété, de journaux, de sièges de partis de droite, etc. L'Espagne était alors en réel danger de désintégration en tant que nation et menacée de « soviétisation ». Il y eut heureusement une réaction, non pas de l'armée, mais seulement de la moitié de celle-ci, soutenue par une grande partie du peuple, et, finalement, le Front populaire a été vaincu.

1 – Éditions de l'Artilleur, mars 2022. Introduction d'Arnaud Imatz.

2 – PCE : Parti communiste d'Espagne.

3 – PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol.

4 – Cf. Roberto Villa García et Manuel Álvarez Tardío, 1936, *Fraude y violencia en las elecciones del Frente popular*, Éd. Espasa, 2017.

L. F. : *Toujours vu de France, les deux camps qui s'affrontent lors de ce conflit sans merci sont l'un et l'autre homogènes. Or on a pu déjà découvrir, par exemple à la lecture de votre confrère et préfacier Arnaud Imatz, que le camp « national » (et non pas nationaliste) rassemble des courants politiques non réductibles au seul « fascisme » et, au regard entre autres des témoignages de Simone Weil ou de George Orwell, que le camp « républicain » a été traversé par des conflits internes particulièrement violents. Qui peut cependant comprendre, encore une fois vu de France, que des républicains de la première heure, et pas des moindres, aient pu être considérés par les tenants du Front populaire, au même titre que les monarchistes ou les phalangistes, comme des ennemis à abattre ?*

P. M. : Selon la mythologie du Front populaire, l'histoire de l'Espagne était néfaste, réactionnaire, marquée par l'obscurantisme et le fanatisme, et l'Église était la principale responsable de ces maux. Tous étaient d'accord pour éradiquer l'Église et la culture catholique, et la guerre leur a donné l'occasion de le faire de manière radicale. C'était pourtant presque le seul point sur lequel ils s'accordaient. Sur tout le reste, chaque parti avait des idées et des objectifs différents, voire opposés ou absurdes. Il s'agissait, en outre, de partis dont les dirigeants avaient une qualité personnelle et politique faible et défaillante, et qui d'ailleurs seuls auraient perdu la guerre en quelques mois. Mais le parti communiste était tout autre chose. Inspiré directement par Moscou, il disposait d'une véritable stratégie politique et militaire, et de l'aide directe de Staline. Il a dû imposer l'ordre avec une grande dureté à ses capricieux alliés anarchistes, bourgeois ou socialistes. Il n'a pas entièrement réussi, mais c'est ce parti qui a permis de poursuivre la guerre pendant près de trois ans. Le PCE était un petit parti au début de la guerre, mais pendant la guerre il est devenu le plus fort.

Quant au camp national, il était surtout composé de quatre partis : deux partis monarchistes (traditionaliste et libéral), un parti plus directement lié à l'épiscopat [la *Confédération espagnole des droites autonomes (CEDA)* qui s'est dissoute, mais qui a continué à être influente pendant et après la guerre] et la Phalange, le parti le plus proche du « fascisme » sans être pour autant entièrement fasciste. Ces quatre partis ou « familles politiques » ont caractérisé le franquisme, qui n'était pas véritablement un régime à parti unique, comme on le dit souvent. Il y avait de forts désaccords entre eux, comme au sein du Front populaire, mais Franco a su les canaliser pour qu'ils ne se détruisent pas mutuellement. Franco se distinguait par ses remarquables qualités de militaire mais aussi et surtout d'homme politique.



Franco revêtu de sa cape d'hiver (1930)
(License : Godot13,
CC BY-SA 4.0, via
Wikimedia Commons)

L. F. : *Sur le bilan humain des victimes des combats et de la répression qui a sévi dans chaque camp, le débat, plus que jamais, fait rage. Les librairies françaises ont été inondées en 2016 par la traduction du pensum de l'historien* ●●●



Paul Preston en 2016
(Capture d'écran YouTube)

britannique (et socialiste) Paul Preston intitulé Une guerre d'extermination, Espagne, 1936-1945, donnant accroire que le camp « national », à la différence du camp « républicain » qui se serait contenté de répondre à la violence par la violence, aurait voulu exterminer ses « ennemis de classe ». Qu'en est-il et peut-on arriver à établir un bilan honnête des pertes humaines ?

P. M. : Preston n'est rien de plus qu'un imposteur sans scrupules. Je l'ai critiqué à plusieurs reprises et il n'a jamais été capable de répondre. En Espagne, la gauche a commencé à pratiquer la terreur dès la création de la république en 1931,

brûlant des églises, des bibliothèques, des écoles et des œuvres d'art. Ses chefs et militants se prétendaient des apôtres de la culture, mais ils ont plus détruit d'œuvres d'art et de bibliothèques que quiconque en Europe. Alors que les nazis brûlaient les livres qu'ils n'aimaient pas, la gauche espagnole a brûlé des bibliothèques entières, sans distinction. La terreur par le biais d'attentats à la bombe, d'incendies criminels et de meurtres s'est poursuivie pendant toute la durée de la république, sans susciter de réponse d'une ampleur équivalente ; elle a atteint un premier sommet pendant le soulèvement de 1934, visant principalement le clergé, mais pas seulement, et un second pic après les élections de 1936, bénéficiant alors de la protection du gouvernement. Pendant la guerre civile, il y eut un véritable génocide contre l'Église. Cette terreur s'est accompagnée, en outre, d'un épouvantable sadisme. La terreur et les meurtres sévissaient également au sein même de la gauche. Quant au contre-terrorisme de droite, il a fait un nombre sensiblement égal de victimes pendant la guerre (50 000 à 60 000),



Miliciens républicains revêtus des vêtements cléricaux des prêtres qu'ils viennent d'exécuter
(Domaine public, via Wikimedia Commons)

mais sans le sadisme de leurs adversaires, et sans se déchaîner également parmi les membres des partis de droite. Les chiffres avancés par les « historiens » de gauche ne sont que de la propagande de style communiste qui, en particulier pour leur origine, est celle du Komintern, comme je l'ai démontré à plusieurs reprises. À la fin de la guerre, les dirigeants du Front populaire se sont enfuis, emportant avec eux d'énormes trésors volés, laissant derrière eux leurs tueurs à gages, les assassins et les tortionnaires des « tchékas », qui, tombés aux mains des « nationaux », ont été capturés et jugés, et pour beaucoup exécutés. Combien ont-ils été exécutés ? Environ 23 000. L'« historiographie » de gauche n'hésite pas à

multiplier ce chiffre par cinq, voire dix, mais heureusement, il reste les archives, qui sont très complètes et qui font aujourd'hui l'objet d'une étude sérieuse.

L. F. : *Ce qu'il y a de frappant, à première vue, et a fortiori vu de France, c'est qu'un ancien militant maoïste, ainsi que vous le fûtes durant vos années de jeune militantisme, ait pu donner un tel coup de pied dans la fourmilière de l'historiquement correct. Pouvez-vous présenter à nos lecteurs votre parcours intellectuel ? Comment en êtes-vous arrivé à de telles remises en cause ?*

P. M. : J'ai été exclu du PCE-r⁵, en 1977, en raison de petites luttes pour le pouvoir qui sont typiques. Je suis resté dans la clandestinité pendant sept ans de plus, en essayant de reconstruire le parti selon mes idées. Au cours de ces années, des événements inconcevables pour un marxiste-léniniste se sont produits dans le monde, comme l'invasion du Vietnam par la Chine⁶ ou le triomphe des «révisionnistes» (Deng Xiaoping) sur les purs maoïstes (la bande des quatre) en Chine⁷. Ces épisodes m'ont obligé à réfléchir. Avec deux autres militants, j'ai entrepris de réétudier les questions fondamentales du marxisme. Le marxisme est une doctrine très forte et cohérente si l'on accepte comme axiomes ses présupposés (matérialisme, lutte des classes, etc.), et il permet de comprendre et d'excuser les erreurs et les crimes commis en son nom comme des échecs passagers dans l'application. Mais quand on examine ces prétendus axiomes (j'ai commencé par la théorie de la baisse tendancielle du taux de profit), on s'aperçoit que ce sont des conceptions fausses, contradictoires. Les erreurs et les crimes ne sont pas des circonstances malheureuses et corrigibles, mais précisément les fruits logiques du marxisme. Ce processus m'a pris plusieurs années. Enfin, j'ai profité des mesures de réintégration du gouvernement pour les membres de l'ETA et pour d'autres activistes. La vérité est qu'en Espagne, il y a eu de nombreux changements d'opinion surprenants et jamais expliqués, bien qu'il soit facile d'en comprendre le pourquoi. Dans mon cas, je l'ai expliqué dans des articles et dans un livre «*De un tiempo y de un país*» (D'un temps et d'un pays).

L. F. : *Les lois mémorielles promulguées en Espagne depuis la présidence Zapatero (2004-2011) établissent en définitive une histoire officielle et contraignante – le point d'orgue des contraintes étant le transfert de la dépouille*

5 – PCE-r : Parti communiste espagnol reconstitué. À ne pas confondre avec le Parti communiste d'Espagne (PCE) fondé en 1921, parti de masse d'obédience moscouteaire. Le PCE-r a été constitué, dans la clandestinité, en 1975 au sein de la mouvance maoïste espagnole, elle-même originellement dissidente du PCE depuis les années 1960.

6 – En décembre 1978, le Vietnam communiste, soutenu par Moscou, intervient militairement au Cambodge contre le régime de Pol Pot, soutenu par la Chine, et occupe le pays. En représailles, l'armée chinoise lance une offensive contre le Vietnam en février 1979.

7 – Après la mort de Mao (1976), les chefs de file de la révolution culturelle (la bande des Quatre) sont éliminés. Place nette est faite pour Deng Xiaoping et sa ligne «réformiste» (1977).



Première de couverture du livre des souvenirs de Pio Moa



Le Valle de los Caídos

(Licence : Godot13, CC BY-SA 4.0, via Wikimedia Commons)

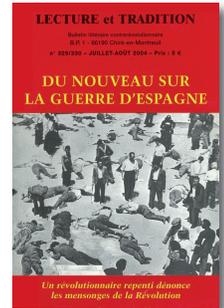
du général Franco hors du Valle de los Caídos – destinée manifestement à inhiber la droite espagnole et à marginaliser toute recherche historique non conformiste. Peut-on dire que la parenthèse de la Transition démocratique, fondée sur l'oubli des offenses et la réconciliation des Espagnes, s'en trouve refermée? au risque de réveiller les haines et de menacer l'unité du pays, notamment en Catalogne. Les campagnes hostiles dont vous avez été l'objet ne manifestent-elles pas que vos travaux constituent là contre un redoutable antidote?

P. M. : Ces lois sont antidémocratiques, car elles menacent les libertés les plus fondamentales d'opinion, de recherche, d'association et d'expression. Ce sont des lois véritablement criminelles parce qu'elles s'emploient à condamner la recherche et le fait de dire la vérité. Elles révèlent comment les partis de gauche et séparatistes s'identifient aujourd'hui aux assassins d'hier des « tchékas », qu'ils présentent comme des « victimes du franquisme ». Elles ravivent les vieilles haines en subventionnant avec de l'argent public de prétendus souvenirs de témoins, bien sûr toujours dans le même sens. Comme personne ne détient la vérité absolue, j'ai proposé dès le début un débat ouvert et démocratique sur ces questions. Mais naturellement, il n'a pas été accepté, car au fond d'eux-mêmes ces personnes savent que leurs versions ne tiennent pas la route. La réponse a été typique d'individus dont la mentalité est soviétisée et pro-tchékiste. Vous comprendrez que ces mesures ne sauraient être critiquées seulement avec des euphémismes, car elles attaquent directement nos libertés.

Quant à la réconciliation, en fait, elle était déjà réalisée essentiellement depuis les années 1940. Les personnes qui avaient vécu sous le Front populaire avaient souffert de la plus grande famine du XX^e siècle en Espagne. Elles avaient vu les crimes commis dans le camp républicain et la façon dont les partis de gauche et séparatistes s'étaient mutuellement persécutés et assassinés. Elles avaient vu comment la guerre s'était terminée par une guerre civile entre les partis de gauche eux-mêmes. Ce n'est pas que ces personnes soient devenues franquistes, mais, logiquement, parmi elles très peu voulaient revenir à la situation antérieure. Lors de la « Transition démocratique », personne ne s'est réconcilié; on a tout simplement profité de la réconciliation préexistante pour passer « de la loi à la loi » à la démocratie, c'est-à-dire à partir de la légitimité historique du franquisme, qui a été acceptée par la grande majorité de la population lors du référendum de décembre 1976. Un référendum que tout le monde a voulu oublier, mais qui définit bien mieux la situation historique que les versions que l'on cherche à rendre

officielles aujourd'hui. Et cet oubli explique également le processus ultérieur de putréfaction de la démocratie en Espagne. Avec ces lois de mémoire, et celles sur le genre, ou l'attaque contre l'indépendance judiciaire, on peut dire que l'Espagne est une démocratie qui a échoué ou qui est en passe d'échouer.

L. F. : *En 2006, l'édition française des Mythes de la guerre civile avait été annoncée chez une grande maison parisienne. Deux ans auparavant, notre revue Lecture et Tradition avait consacré un numéro spécial⁸ à votre ouvrage. Notre public attendait avec impatience de pouvoir vous lire dans le texte. Las! le projet tomba à l'eau, avant que de revoir enfin le jour grâce aux éditions de L'Artilleur. Avez-vous, de ce côté-ci des Pyrénées, été victime d'une espèce de censure préalable, à l'image des campagnes d'ostracisme – le mot est-il trop fort? – qui vous ont frappé en Espagne?*



P. M. : La vérité est que mes livres ont, disons « bénéficié » pour ne pas dire subi, une censure préalable en France, en Angleterre, aux États-Unis, en Allemagne et en Italie. La raison en est que la guerre civile espagnole a créé un énorme climat émotionnel en Europe et en Amérique et que, finalement, on a voulu y voir une sorte de précédent de la Seconde Guerre mondiale, bien que cette dernière ait été très différente. Il n'y a pas eu ici la guerre des trois idéologies (libérale, marxiste et fasciste) qui a été en gros la caractéristique de la guerre mondiale. Il y a eu le communisme, mais pas le fascisme, et quant à l'idéologie libérale elle avait peu d'importance. C'était une lutte entre ceux qui voulaient détruire l'Église, la culture traditionnelle et la nation espagnole elle-même, et ceux qui ont essayé et réussi à l'empêcher. Et comme le nazisme a été vaincu principalement en Russie, il est resté en Europe un sentiment de sympathie pour le communisme, et de haine pour ceux qui l'ont vaincu en Espagne. Quant à mes livres, aucune censure préalable n'a pu leur être appliquée, car ils ont été publiés alors que les versions de gauche occupaient la quasi-totalité du champ historiographique, en raison de la pauvreté intellectuelle de la droite espagnole. Personne ne s'y attendait, et c'est pourquoi ils ont été une véritable surprise, à laquelle mes adversaires n'ont pu répondre que quelques années plus tard par les lois de mémoire historique. Mais à ce jour, ils n'ont pas encore réussi à les appliquer à fond, car certaines libertés continuent d'exister. Cela dit, elles constituent une menace et une coercition permanentes. L'autre méthode utilisée contre moi a été la « mort civile » qu'ils ont cherché à m'appliquer : l'ostracisme et le silence dans les médias et à l'université. Tout ceci est répugnant, mais démontre aussi la faiblesse historiographique de mes adversaires.

**Propos recueillis par Vincent CHABROL
grâce à l'entremise d'Arnaud Imatz
que nous remercions vivement.**

8 – N° 329-330 (juillet-août 2004) : *Du nouveau sur la guerre d'Espagne*.